

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met het overmaken van deze gewijzigde cartografie als referentiedocument aan de gemeenten en aan de beheerders van de uitrustingen opgenomen in het Plan permanente bewoning.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de bekendmaking van de gewijzigde cartografie op de website van de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Namen, 2 mei 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204463]

2 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 déterminant les conditions d'octroi du supplément d'allocations familiales en faveur d'un enfant atteint d'un handicap en exécution de l'article 16 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939, l'article 47, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mai 2006, et l'article 63, modifié en dernier lieu la loi du 22 décembre 2008;

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, l'article 16, alinéa 3, modifié par le décret du 21 décembre 2022;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 déterminant les conditions d'octroi du supplément d'allocations familiales en faveur d'un enfant atteint d'un handicap en exécution de l'article 16 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales;

Vu le rapport du 31 janvier 2024 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Comité de branche « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 29 mars 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 76.208/2;

Vu la décision de la section de législation du 23 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap, donné le 27 mars 2024;

Considérant que toutes les évaluations d'enfants en situation de handicap réalisées à la suite de l'introduction d'une demande du supplément visé à l'article 16 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales peuvent en pratique, en fonction de la nature de l'affection, être menées par une équipe pluridisciplinaire évaluatrice;

Qu'en particulier, certaines affections nécessitent l'évaluation de diverses professions réglementées des soins de santé, suivant l'exemple fréquent de l'évaluation des conséquences du ou des troubles d'apprentissage d'un enfant bénéficiaire;

Considérant que l'équipe pluridisciplinaire qui évalue l'enfant est déjà composée, en pratique, d'un médecin évaluateur et d'un ou de plusieurs infirmiers, ergothérapeutes, logopèdes et psychologues, et, si le cas le requiert en fonction de la nature de l'affection, d'autres professionnels des professions réglementées des soins de santé;

Que la présente réglementation consacre dès lors une simplification administrative favorable aux enfants et à leurs familles, actuellement à l'œuvre dans le cadre de la procédure d'évaluation;

Qu'enfin, en cas de divergence d'avis au sein de l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice ou de contestation du demandeur sur les conclusions de l'évaluation de l'enfant bénéficiaire examiné, la décision finale revient au médecin évaluateur de l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice;

Sur la proposition de la Ministre en charge des allocations familiales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 déterminant les conditions d'octroi du supplément d'allocations familiales en faveur d'un enfant atteint d'un handicap en exécution de l'article 16 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice : l'équipe chargée d'évaluer les conséquences de l'affection visées à l'article 16 du décret du 8 février 2018, composée du médecin évaluateur désigné par l'autorité compétente en la matière, et d'un ou de plusieurs infirmiers, ergothérapeutes, logopèdes et psychologues et, si la nature de l'affection de l'enfant bénéficiaire l'exige, d'autres professionnels des professions réglementées des soins de santé. ».

Art. 3. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « un médecin évaluateur » sont remplacés par les mots « une équipe pluridisciplinaire évaluatrice ».

Art. 4. A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " " le médecin évaluateur " sont à chaque fois remplacés par les mots " l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice ";

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots " le médecin " sont remplacés par les mots " l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice ".

Art. 5. A l'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire, les mots " le médecin évaluateur " sont remplacés par les mots " l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice ";

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" En cas de divergence d'avis au sein de l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice ou de contestation du demandeur sur les conclusions de l'évaluation de l'enfant examiné, la décision finale revient au médecin évaluateur de l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice. "

Art. 6. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « du médecin évaluateur » sont remplacés par les mots " de l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice ».

Art. 7. A l'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " le médecin évaluateur " sont à chaque fois remplacés par les mots " l'équipe pluridisciplinaire évaluatrice ";

2° les mots « qu'il » sont remplacés par les mots « qu'elle ».

Art. 8. Le Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 2 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204463]

2 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 tot bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van de toeslag op de kinderbijslag ten gunste van een kind met een handicap ter uitvoering van artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen

De Waalse Regering,

Gelet op de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939, artikel 47, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 mei 2006, en artikel 63, laatst gewijzigd bij de wet van 22 december 2008;

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, artikel 16, derde lid, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 tot bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van de toeslag op de kinderbijslag ten gunste van een kind met een handicap ter uitvoering van artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

Gelet op het rapport van 31 januari 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het Branchecomité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 29 maart 2024;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 22 april 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.208/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 23 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 27 maart 2024;

Overwegende dat alle beoordelingen van kinderen met een handicap die worden uitgevoerd naar aanleiding van de indiening van een aanvraag voor de toeslag bedoeld in artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van gezinsbijslagen in de praktijk, afhankelijk van de aard van de aandoening, kunnen worden uitgevoerd door een multidisciplinair beoordelingsteam;

Dat, in het bijzonder, bepaalde aandoeningen de beoordeling vereisen van verschillende gereglementeerde beroepen in de gezondheidszorg, naar het gangbare voorbeeld van de beoordeling van de gevolgen van de leerstoornis(sen) van een begunstigd kind;

Overwegende dat het multidisciplinaire team dat het kind beoordeelt, in de praktijk al bestaat uit een evaluerende arts en een of meer verpleegkundigen, ergotherapeuten, logopedisten en psychologen, en, als het geval dat vereist, afhankelijk van de aard van de aandoening, andere beroepsbeoefenaren uit de gereguleerde gezondheidszorg;

Dat de huidige regelgeving dus een administratieve vereenvoudiging inhoudt die gunstig is voor kinderen en hun families en die momenteel wordt doorgevoerd in het kader van de beoordelingsprocedure;

Dat ten slotte, in geval van een meningsverschil binnen het multidisciplinaire beoordelingsteam of wanneer de aanvrager de conclusies van de beoordeling van het onderzochte begunstigde kind betwist, de eindbeslissing bij de beoordelende arts van het multidisciplinaire beoordelingsteam ligt;

Op de voordracht van de Minister belast met kinderbijslag;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, van de Grondwet.

Art. 2. Punt 3° van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 tot bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van de toeslag op de kinderbijslag ten gunste van een kind met een handicap ter uitvoering van artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen wordt vervangen door wat volgt:

“3° het multidisciplinair beoordelingsteam: het team dat belast is met de beoordeling van de gevolgen van de aandoening bedoeld in artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018, samengesteld uit de evaluerende arts aangewezen door de bevoegde overheid ter zake, en een of meer verpleegkundigen, ergotherapeuten, logopedisten en psychologen en, indien de aard van de aandoening van het begunstigde kind dit vereist, andere beroepsbeoefenaars uit de gereguleerde beroepen in de gezondheidszorg. ”.

Art. 3. In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “een evaluerende arts” vervangen door de woorden “een multidisciplinair beoordelingsteam”.

Art. 4. In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “de evaluerende arts” worden telkens vervangen door de woorden “het multidisciplinaire beoordelingsteam”;

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “de arts” vervangen door de woorden “het multidisciplinaire beoordelingsteam”.

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin, worden de woorden “de evaluerende arts” vervangen door de woorden “het multidisciplinaire beoordelingsteam”;

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

“In geval van een meningsverschil binnen het multidisciplinaire beoordelingsteam of indien de aanvrager de conclusies van de beoordeling van het onderzochte kind betwist, berust de eindbeslissing bij de evaluerende arts van het multidisciplinaire beoordelingsteam. ”.

Art. 6. In artikel 10, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de evaluerende arts” vervangen door de woorden “het multidisciplinaire beoordelingsteam”.

Art. 7. In artikel 11, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “de evaluerende arts” worden telkens vervangen door de woorden “het multidisciplinaire beoordelingsteam”;

2° het woord “hem” wordt vervangen door het woord “haar”.

Art. 8. De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 mei 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204420]

25 AVRIL 2024. — Arrêté ministériel déterminant, pour le calcul du prix d'hébergement 2024, les taux d'intérêt de référence visés à l'article 10, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 tel que modifié, portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif aux prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital

La Vice-Présidente, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Le Ministre du Budget, des Finances, des Infrastructures sportives et des aéroports,

Vu la Constitution, notamment ses articles 23, 128 et 138;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment son art. 5;

Vu le décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, les articles 4, 7, 8, 9, 10 et 11;